

L'agroécologie dans les Andes péruviennes comme voie de légitimation pour la paysannerie. Réflexions croisées depuis les départements de Cajamarca et d'Ancash

Emmanuelle PICCOLI¹ et Romane SCHADECK²

L'article envisage la manière dont l'agroécologie est pratiquée et utilisée par les paysans des Andes péruviennes, à partir d'analyses de socio-anthropologie du développement. Après un retour sur l'émergence du concept d'agroécologie et la discussion des termes d'agriculture paysanne et familiale, nous présentons deux cas d'étude à Cajamarca et Ancash. Ces terrains mettent en évidence, d'une part, que l'agroécologie est une manière de légitimer les pratiques paysannes face à d'autres pratiques et, d'autre part, de combiner un passé retrouvé et un futur désirable dans un même ensemble de pratiques agricoles.

Mots-clés : agroécologie, Pérou, anthropologie du développement, paysannerie

Classification JEL : Q150, Z130, O290

Agroecology in the Peruvian Andes as a means of legitimation for the peasantry. Different Perspectives from the departments of Cajamarca and Ancash

The paper examines the agroecology practices among peasants in the Peruvian Andes, from a perspective of socio-anthropology of development. After analyzing the emergence of the concept of agroecology and discussing peasant and family farming, it presents two case studies from Cajamarca and Ancash. These field studies highlight that agroecology is a way of legitimizing peasant practices in the face of other practices and also a way of combining a rediscovered past and a desirable future in the same set of agricultural practices.

Keywords: Agroecology, Peru, Andes, anthropology of development, peasantry

Article accepté pour publication le 22 7 2022.

¹ Université catholique de Louvain, Centre d'études du développement, emmanuelle.piccoli@uclouvain.be

² Chercheuse indépendante, alumni UCLouvain, romane.schadeck@student.uclouvain.be

Dans cet article, nous envisagerons la manière dont l'agroécologie est pratiquée et utilisée pour promouvoir une voie paysanne propre, permettant de légitimer des pratiques paysannes dans deux régions des Andes péruviennes.

Dans la première partie, nous revenons sur l'émergence du concept d'agroécologie et les différents sens qui lui sont attribués, veillant à clarifier les concepts utilisés. Nous présenterons ensuite brièvement l'organisation de l'agroécologie au Pérou, ses lois et institutions et nous préciserons l'usage des terminologies d'agriculture paysanne et familiale. La suite de l'analyse présentera des données récoltées dans les régions de Cajamarca et d'Ancash, dans le nord du pays, selon une perspective méthodologique de l'anthropologie du développement (Olivier de Sardan, 1995). Ces données permettent d'envisager l'usage du concept agroécologie par les paysans d'un point de vue émique et de mettre en évidence la manière dont, au-delà des pratiques, l'agroécologie est une ressource conceptuelle permettant de valoriser des produits issus de l'agriculture familiale et paysanne.

Le premier cas étudié concerne la production de tomates sous serres dans la province de Hualgayoc, dans la région de Cajamarca. Cette production, commencée en 2005, s'est progressivement affirmée comme agroécologique dans les discours, bien que l'on observe une certaine souplesse dans les pratiques. Nous montrerons que l'usage du terme d'agroécologie est avant tout une construction sociale qui permet d'affirmer, dans la région, la durabilité des pratiques paysannes vis-à-vis des industries agricoles et extractives.

Le second cas présente les usages et les pratiques de l'agroécologie dans la province d'Aija, dans la région d'Ancash en contrastant le point de vue des organisations non gouvernementales (ONG) et des paysans. Nous verrons comment, sur le terrain, les perceptions concernant le passé et le futur de l'agriculture se croisent et comment ces deux dimensions peuvent être reconsidérées ensemble à partir de la pensée cyclique andine.

L'originalité de l'article³ est de combiner des données inductives issues de deux terrains différents pour proposer une réflexion croisée sur l'agroécologie comme nouvelle forme de légitimation et d'insertion dans le marché de la paysannerie andine au sein d'une temporalité propre.

1. NUANCES ET HISTOIRE DE L'AGROÉCOLOGIE

Émergeant dès les années 30, l'agroécologie se développe dans les années 1970-1990, à la fois comme discipline scientifique qui englobe l'étude du

³ Nous remercions, Eric Capoen, l'ONG Eclasio, Étienne Verhaegen et les relecteurs anonymes pour leurs lectures attentives.

système agroalimentaire, mais aussi comme un mouvement et un ensemble de pratiques, voire comme une véritable « révolution agricole ». En Amérique Latine, l'agroécologie comme discipline, pratique et mouvement symbolise le vecteur vers la souveraineté alimentaire, un cadre de développement agricole encouragé par les écologistes et la possibilité d'une amélioration des pratiques indigènes (Guzmán, 2015 ; Delcourt, 2014 ; Dufumier, 2012 ; Stassart *et al.*, 2012 ; Toledo, 2012 ; Altieri & Toledo, 2010 ; Wezel *et al.*, 2009). L'agroécologie va acquérir des significations variées renvoyant à « une diversité de modèles d'agriculture écologisée » (Compagnone, Lamine & Dupré, 2018, 112) tout en se formalisant au travers d'une série de rencontres, d'associations et de lois. Elle va être étroitement liées aux concepts d'agriculture familiale et d'agriculture paysanne.

1.1 *Quatre usages clés du concept d'agroécologie*

Le concept d'agroécologie est profondément polysémique (Stassart *et al.*, 2012). Nous avons identifié quatre usages principaux, bien que d'autres classifications soient possibles.

Premièrement, l'agroécologie serait, dans la littérature académique, « une sorte de nouvelle révolution agricole pour assurer la durabilité » (Peemans, 2018, 32) ou « une nouvelle révolution agricole à l'échelle mondiale » (Altieri & Toledo, 2010, 165). Elle correspond, ainsi, à « un paradigme alternatif que promeut l'agriculture locale et la production nationale de denrées alimentaires pour les paysans et leurs familles rurales et urbaines ». L'agroécologie permettrait de « développer des agroécosystèmes avec une dépendance minimale aux intrants chimiques ». De la sorte « l'agroécologie est autant une science qu'un ensemble de pratiques, (...), de connaissances et de techniques qui se sont développées à partir des agriculteurs et leurs processus d'expérimentation » (Altieri & Toledo, 2010, 166).

Deuxièmement, décrite en termes plus strictement techniques, l'agroécologie correspondrait au : « (...) recyclage des éléments nutritifs et de l'énergie sur place plutôt que l'utilisation d'intrants, l'intégration des cultures et de l'élevage, la diversification des espèces et des ressources génétiques des agrosystèmes dans l'espace et le temps ou encore l'accent mis sur les interactions et la productivité à l'échelle de l'ensemble du système agricole plutôt que sur des variétés individuelles » (Delcourt, 2014, 16). L'agroécologie regroupe une série de pratiques qui ne sont pas nuisibles pour l'environnement (Wezel *et al.*, 2009). Duru *et al.* (2015) distinguent des pratiques de modernisations écologiques de l'agriculture faibles et profondes selon qu'elles visent prioritairement l'efficacité en réduisant l'impact négatif de l'agriculture productiviste (*efficiency-substitution agriculture*) ou qu'elles s'inscrivent dans la perspective du renforcement d'une plus grande diversité biologique (*biodiversity-based agriculture*).

Troisièmement, dans un sens plus général et systémique, l'agroécologie est comprise comme une discipline scientifique, une « l'écologie du système agroalimentaire (*food system*) » (Francis et *al.*, 2003, *cité par* Wezel et *al.*, 2009, 510). Cette définition englobe les aspects sociaux et économiques de l'agroécologie, puisque le système agroalimentaire ne s'arrête pas à la production d'aliments.

Enfin, *quatrièmement*, l'agroécologie en tant que mouvement correspondrait au rassemblement d'associations d'agriculteurs ou de producteurs dont le but serait de proposer une agriculture alternative pour répondre aux défis environnementaux et écologiques (Wezel et *al.*, 2009). Dans cette optique, l'agroécologie pourrait être définie comme « un mouvement socio-politique de la population d'un pays pour le développement rural » (Wezel et *al.*, 2009, 511).

Renaud Metereau et Catherine Figuière utilisent ainsi l'expression « agroécologie politique » pour parler, à partir du Nicaragua, de pratiques agricoles entremêlant des préoccupations économiques, sociales, politiques qui renouvellent les modalités de satisfaction des besoins des familles sur des territoires ruraux et sont porteurs d'un renouveau paradigmatique (Metereau et Figuière, 2018, 50). Cette forme d'agroécologie partage, selon ces auteurs ~~eux~~, dans ce contexte, les principes de la nouvelle ruralité communautaire : autonomie, autosuffisance et diversification productive (*Ibid.*, 64-65).

1.2 L'agroécologie et son développement institutionnel au Pérou

À la fin des années 1970, face à la montée du capitalisme dans l'agriculture, des manifestations s'organisent en Amérique latine. Ces mouvements créent des dynamiques participatives dont le but est de lutter contre les firmes multinationales de l'agroalimentaire et l'accaparement des terres (Guzmán, 2015). L'impératif est alors de développer une alternative scientifique au modèle agro-industriel. Les pratiques et connaissances paysannes, depuis longtemps mises de côté par le régime agroalimentaire dominant, sont alors récupérées par les mouvements sociaux et paysans pour avancer un nouveau projet de développement rural écologique (Peemans, 2018 ; Guzmán, 2015 ; Dufumier, 2012). Dans les pays andins, les mouvements paysans et indigènes s'opposent aux politiques agricoles néolibérales (Toledo, 2012 ; Altieri & Toledo, 2010). Sur base d'un dialogue de savoirs, un savoir hybride s'élabore entre des connaissances empiriques issues de l'observation des paysans et un savoir dit scientifique, apporté par des institutions, des ONG, des ingénieurs agronomes, des organisations et associations. La récupération des savoirs paysans est le fruit d'un processus de résistance pour l'accès au territoire et de revalorisation de la culture paysanne/indigène andine (Guzmán, 2015 ; Martínez-Torres & Rosset, 2014).

Dans les années 1980, au Pérou, voulant réduire la pauvreté en milieu rural, plusieurs ONG intensifient leur travail de promotion de l'agriculture écologique/biologique. C'est dans ce cadre qu'a lieu le premier *Encuentro Nacional de Agricultura Ecológica (ENAE)* à Lima, en 1989, qui permet la création de plusieurs réseaux sur ce sujet. Dès 1993, la Vía Campesina permet aussi bon nombre de convergences.

En 1998, l'Association de Producteurs écologiques (ANPE-Pérou) devient la principale organisation pour la défense des petits producteurs écologiques et regroupe une vingtaine d'associations (Alvarado, Siura & Manrique, 2015). Un an plus tard, le premier marché biologique est organisé dans la capitale. Par la suite, ANPE-Pérou initie avec la Commission nationale des produits biologiques des réglementations dans le but de promouvoir les produits écologiques.

En 2005, le Consortium agroécologique péruvien est créé. Il permet une articulation entre instances, institutions, organisations et associations (Alvarado, Siura & Manrique, 2015). En 2008, la Loi n° 29196 sur la promotion de l'agriculture biologique/écologique est promulguée (puis réglementée en 2012).

En 2015, le gouvernement péruvien promulgue la Loi n° 30355 sur la promotion et le développement de l'agriculture familiale dont le but est d'améliorer les conditions de vie des agriculteurs (familles vivant de l'agriculture familiale) tout en réduisant la pauvreté en milieu rural, par un développement technologique et une meilleure articulation au marché.

Ces diverses avancées ne doivent cependant pas masquer le rôle stratégique secondaire de l'agriculture familiale et la valorisation prioritaire de l'exportation de produits agricoles issus de cultures agro-industrielles intensives. En outre, l'industrie minière est le premier secteur stratégique au Pérou, ce qui implique souvent la destruction des terres agricoles andines et la pollution des eaux utilisées par les paysans (Piccoli, 2017).

1.3 Agroécologie, agriculture familiale et paysanne

Dans le contexte andin et péruvien, on observe souvent des superpositions entre les termes d'agroécologie, d'agriculture familiale et d'agriculture paysanne.

La notion d'agriculture familiale renvoie généralement à « une unité de production agricole conduite par une famille et dans laquelle tout (ou presque tout) le travail est fourni par cette famille elle-même ; il n'y a donc pas de salarié permanent » (Roudart, 2018, 11). Au Pérou, le ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation définit l'agriculture familiale comme : « Un mode de vie et de production géré par une famille et dont les membres sont la principale force de travail. Cela inclut des activités comme la production agricole et l'élevage, la gestion forestière, l'industrie rurale, la pêche artisanale,

l'aquaculture, l'apiculture, entre autres. À travers de cette importante activité, se transmet notre culture, et ses multiples manifestations, les arts, les institutions, l'économie et la biodiversité » (Republica del Perú, 2016,11).

Cette définition précise celle de la force de travail, on y retrouve des dimensions culturelles et de gestion des espaces naturels qui la rapproche de la définition d'agroécologie. Ce type de production représente 97 % des unités agricoles du pays, avec 3 à 3,8 millions de personnes (88 % des agriculteurs du pays possédant moins de 3 ha, 95 % moins de 5 ha et 97 % moins de 10 ha) (Republica del Perú, 2016, 14). Majoritairement andine et amazonienne, cette agriculture se définit en opposition aux 3 % restants, la production industrielle orientée vers l'exportation, principalement située dans les zones irriguées de la côte.

L'agriculture paysanne, pour sa part, fait référence à « une exploitation familiale où la plus grande partie de la production est destinée à l'autoconsommation familiale et où la plupart des intrants sont autofournis, ce qui lui confère une certaine indépendance vis-à-vis des marchés » (Van der Ploeg, 2013 *cité par* Roudart, 2018, 11). Pour Jean-Philippe Peemans, cette définition serait, cependant, trop limitée car les pratiques paysannes ont un sens plus large et « concernent aussi bien les relations à la terre, la sécurité des tenures, les considérations environnementales que les relations socio-culturelles et les institutions autour desquelles la vie paysanne est bâtie » (Peemans, 2016, 175). Cette perspective va donc au-delà de la dynamique entre capital et travail.

Dans la suite de l'article, nous verrons deux cas d'agriculture familiale et paysanne andine se revendiquant de l'agroécologie. Nous envisagerons comment le concept d'agroécologie – sans être pour cela usurpé – représente une ressource discursive permettant de défendre l'existence d'une agriculture familiale et paysanne.

2. PRODUCTION DE TOMATES DANS LA RÉGION DE CAJAMARCA

Dans le cadre d'un doctorat et d'un post-doctorat en anthropologie, nous avons été témoin du développement la production agroécologique de tomates sous serre dans la province de Hualgayoc entre 2005 et 2018. Cette initiative, saluée par de nombreuses organisations de développement, tendait à s'étendre. Cet article résulte de 13 ans de recherches (12 séjours d'une semaine à trois mois) et de la sérendipité qui accompagne l'insertion et le travail ethnographique de longue haleine. Au cours de ces années, nous avons mené des recherches sur des thèmes différents et relatifs aux évolutions et aux transformations des communautés paysannes de la région (analyse du pluralisme juridique et politique, des conflits miniers et de l'implémentation

des politiques sociales et projets de développement), en utilisant notamment les cadres d'analyse de l'anthropologie du développement et du changement social (Olivier de Sardan, 1995) et, plus généralement, les outils méthodologiques de l'ethnographie. Pour la collecte des données relatives à la thématique qui nous occupe dans cet article, nous avons séjourné chez des producteurs, réalisé des entretiens approfondis individuels et collectifs ou discuté, autour des serres, avec une majorité d'entre eux. Nous avons aussi interrogé les acteurs extérieurs : ONG, municipalités, gestionnaires des projets.

2.1 L'histoire de la production de tomates dans la communauté de I.

I. est une communauté (*caserio*) située dans la province de Hualgayoc, dans la région de Cajamarca, région à la fois connue pour ses productions agricoles variées et ses méga projets miniers (Piccoli, 2017). Située à une altitude comprise entre 2 500 et 3 000 mètres, cette communauté est traditionnellement une zone de culture de maïs, légumes, légumineuses, pommes de terre et courges, ainsi qu'une aire de production laitière et, secondairement, de viande bovine, porcine et ovine. Environ 80 familles y vivent. La majorité de la population réside sur place et vit de l'agriculture paysanne ou de l'artisanat. Cependant, de nombreuses personnes pratiquent la double résidence en ville, dans la capitale provinciale où ils circulent en fonction des opportunités de travail entre la capitale régionale et Lima, les villes de la côte ou de l'Amazonie, ou encore, celles du sud de l'Équateur.

En 2003, un natif de la communauté vivant depuis plusieurs années en Équateur, rend visite à son frère et lui propose de copier une technologie bien en place dans la région où il a migré : la production de tomates sous serres. Une première serre est construite et donne des résultats encourageants. Une seconde, plus grande est mise en place dans la communauté. Un groupe d'amis, ayant l'habitude de travailler ensemble copie alors cette initiative. Les résultats sont bons. Ils font venir, *via* les réseaux familiaux, les semences et le plastique produits en Israël *via* l'Équateur. Le plastique est résistant et les tomates issues de semences hybrides tiennent bien jusqu'au marché. Les investissements sont assez facilement remboursés avec la première récolte. La production est rentable. Au fil des années, l'initiative est copiée dans la communauté et attire l'attention de plusieurs associations, ONG et programmes de l'État.

En 2011, une ONG belge (A.) et un programme d'appui à la production agricole piloté par la municipalité provinciale (*Procompite*) offrent un appui financier à la production sous serres. Pour recevoir ces fonds, les producteurs créent une association locale qui les redistribue aux groupes familiaux gérant

les sept serres alors en activité. Les serres sont en effet gérées par 2 à 4 familles nucléaires qui se partagent les travaux, les investissements et les bénéfices.

En 2018, l'association reçoit l'appui du programme *AgroIdeas* pour la promotion de la compétitivité agricole. La contrepartie économique importante demandée par le projet limite son accès à de nombreux groupes. Six groupes (composé chacun de 3 familles nucléaires) se lancent dans le projet. Cette fois, il s'agit de construire des serres d'une capacité de 2 800 plans et produisant chacune jusqu'à 10 tonnes de tomates, à raison de deux récoltes par an.

Les serres sont présentées par la municipalité et les instances agraires locales comme une production phare de la région et font l'objet de plusieurs répliques. Des ONG environnementales prennent également les producteurs de la communauté en exemple comme alternative économique paysanne viable et durable par rapport à l'exploitation minière.

Les agriculteurs présentent leur production comme biologique et agroécologique et, en 2019, un des paysans producteurs de tomates est élu représentant régional de l'association de producteurs agroécologiques (ANPE). À partir de là, en 2019, les 24 producteurs de l'association entament les procédures de reconnaissance de leur production comme officiellement agroécologique *via* un label.

2.2 L'agroécologie du point de vue des producteurs de tomates

Pour les familles productrices, l'usage de l'appellation « *orgánico* » ou « *(agro)ecológico* » s'est affirmé au fur et à mesure du processus de développement de l'initiative, manifestant une volonté de produire des légumes de qualité et sains. Cette appellation combine une dimension technique et une autre, politique⁴.

Techniquement, d'un point de vue émique, la production est considérée comme « (agro)écologique » ou « organique » (les deux termes sont utilisés) parce qu'elle n'utilise pas d'engrais chimiques. Les producteurs utilisent, comme engrais, la fumure issue des cochons d'Inde élevés dans la communauté, éventuellement complétée par du guano des îles ou des fientes de poules. Il n'y a recours aux intrants chimiques qu'en cas de nécessité, notamment d'échec des méthodes dites « naturelles » (purins de plantes, etc.) dans la lutte contre les ravageurs. Ainsi, la production réduit les intrants chimiques et tente d'être le plus durable possible, mais dans la limite du risque de perte de la récolte, qui, en dernier recours, justifie l'utilisation d'intrants. Le terme agroécologique renvoie à une dimension technique assez floue et

⁴ Pour certains agronomes, une telle production massive d'un seul produit ne serait pas considérée comme agroécologique, mais elle l'est comme telle pour les producteurs et les associations régionales.

large. Il y a une volonté de ne pas utiliser d'intrants chimiques, mais dans les faits, ceux-ci peuvent l'être, si cela est nécessaire.

Cependant, les termes « (agro)écologique » et « organique » ont aussi, et surtout, un sens politique, et ce, pour deux raisons. Ils affirment une différenciation de la logique de production industrielle de la côte⁵. En ce sens, le terme « agroécologique », dans son usage local, recouvre le sens de « paysan » et « familial ». L'agriculture agroécologique, c'est une agriculture familiale, de paysans qui travaillent leur propre terre avec un recours limité à la main-d'œuvre extérieure à la famille ou aux voisins et qui n'utilisent pas massivement les intrants chimiques externes. Notons, néanmoins qu'on ne parle d'un produit agroécologique que quand il est produit en quantité suffisante pour se retrouver sur un marché important, ou présenté à un bailleur de fond. En dehors de cela, la production paysanne, avec ou sans intrants, n'est pas vraiment nommée ou différenciée.

2.3 Une voie de légitimation de la paysannerie

Cette production de tomates, articulée à celle de cochons d'Inde qui se développe parallèlement sous l'impulsion d'organismes publics (Piccoli, 2015) s'inscrit, par ailleurs, tout à la fois en rupture et en continuité avec les pratiques paysannes. Elle permet, en effet, de développer des activités économiques localement, mais participe aussi à une différenciation en interne, les membres de l'association des producteurs et les bénéficiaires du projet *AgroIdeas* dégageant des revenus plus importants que les autres paysans de la communauté. Elle transforme le paysage, les agroécosystèmes.

Les usages des sols se modifient. Les serres demandent des terrains, mais également de l'eau et sont dépendantes d'autres exploitations, comme les élevages intensifs de cochons d'Inde (*granja de cuyes*). La production de maïs, fèves, courges etc. sur des parcelles mixtes, principalement orientées à l'autoconsommation diminue. Une forme de spécialisation s'engage, avec une relative diminution de la diversité des productions traditionnelles et une moins grande production pour la consommation. Les paysans producteurs de tomates sont dès lors plus dépendants du marché pour se procurer des denrées alimentaires qu'avant de se lancer dans cette production. Alors que pour Metereau et Figuière (2018), dans un autre exemple, au Nicaragua, l'originalité de l'agroécologie était de favoriser la diversification, l'autosuffisance et l'autonomie, dans le cas des producteurs de tomates, dans le cas qui nous occupe, cela semble aller plutôt dans un sens opposé.

Cependant, en élargissant l'analyse au contexte plus large de Cajamarca, on se rend compte que la production de tomates est surtout infiniment moins

⁵ Notons cependant que si le terme « organique » a, localement, ce sens d'opposition à l'agriculture d'exportation, la filière d'agriculture biologique est aussi un secteur d'exportation important.

destructrice des territoires et de la biodiversité que l'activité économique concurrente : l'activité à grande échelle des multinationales minières. L'agroécologie, sur le court terme, mais plus encore sur le moyen et long terme, est porteuse de plus de diversité, d'autosuffisance que l'activité minière. En effet, la région est autant minière qu'agricole et la province de Hualgayoc est sous concession minière à 97 %. La pression sur les terres est forte et les conflits parfois violents : ces entreprises promeuvent des exploitations gigantesques à ciel ouvert qui broient littéralement les montagnes qu'elles exploitent (Piccoli, 2017). Or, un des arguments récurrents des entreprises pour obtenir les licences pour s'installer est l'absence d'opportunités économiques dans les régions rurales. Promouvoir des initiatives agricoles rentables est une manière de répondre à ces arguments. L'ONG péruvienne la plus engagée dans la défense des populations face aux entreprises minières soutient d'ailleurs également plusieurs initiatives de production agroécologique en complément de son travail juridique. Plusieurs producteurs de tomates sont engagés auprès de cette ONG en même temps qu'au sein de l'ANPE. Ainsi, participer à la production de tomates plutôt que de semer du maïs, des légumineuses et des courges limite certes la production agricole pour l'autoconsommation et la diversification, mais permet d'obtenir des revenus donnant accès à des biens de consommation et des services, facilitant la scolarisation et les déplacements, en bref, offrant de plus larges opportunités aux familles paysannes que le maintien des productions classiques. En ce sens, cette production offre des revenus permettant de maintenir la vie paysanne dans les campagnes pour les producteurs, sans recours généralisé au salariat, notamment minier. La production de tomates permet, au fond, le maintien d'un travail paysan : un travail de sa propre terre, qui offre suffisamment de revenus que pour ne pas vivre dans l'extrême pauvreté. Elle offre la possibilité de se faire entendre dans l'espace national en tant que paysan, non plus comme un reliquat du passé, mais comme un producteur porteur d'une proposition de modernisation, basée simultanément sur la récupération du passé et l'innovation écologique. De la sorte, dans le cas que nous avons étudié ici, l'agroécologie apparaît véritablement comme le nom signifiant la nouvelle légitimation du travail et de la vie paysanne.

3. L'AGROÉCOLOGIE DANS LA RÉGION D'ANCASH

Pour ce deuxième cas d'étude, des recherches quantitatives et qualitatives ont été réalisées dans deux districts de la province d'Aija (département d'Ancash) lors d'un stage et d'un terrain de mémoire de trois mois dans le cadre du master en Sciences de la population et du développement de l'Université catholique de Louvain, réalisés en 2019. Ce travail s'inscrivait dans un projet

de recherche plus large, coordonné par l'ONG belge Eclasio, destiné à récolter des données quantitatives et qualitatives à visées comparatives pour l'élaboration d'un plaidoyer à l'attention des autorités locales. La recherche socio-anthropologique a associé entretiens semi-directifs, observation et conversations avec les acteurs.

Aija, avec ses 6 316 habitants, est la plus petite province de la région d'Ancash (INEI, 2018). L'altitude moyenne est de 3 128 mètres (Celestino, De La Cruz & Huaney, 2014). La province est composée de petits villages et hameaux dispersés comprenant de quelques dizaines à quelques centaines d'habitants. À Aija se cultivent généralement du blé, de l'orge, de l'*olluco* (*Ullucus tuberosus*) et de l'*oca* (*Oxalis tuberosa*), de la pomme de terre, du maïs et des haricots (*Ibid.*). Comme Cajamarca, la région d'Ancash est une zone à la fois agricole et minière. 91,7 % du territoire d'Aija est également sous concession minière et l'agroécologie remplit la fonction d'alternative à la mine car elle permet de produire et consommer sainement, ce que les ONG mettent également en évidence (Salgado Olivera, 2019).

Aija compte une association de producteurs agroécologiques dont la création a été encouragée par l'ANPE-Perú. Cette association reçoit l'appui d'Eclasio et travaille avec l'ONG péruvienne DIACONIA sur plusieurs projets et programmes favorisant les dynamiques de développement durable dans la région, en particulier l'aménagement du territoire, l'accès aux ressources ainsi que le développement de l'agroécologie.

3.1 L'agroécologie comme transition vers un futur désirable

Dans ses documents l'ONG Eclasio définit l'agroécologie comme « l'étude, l'application et la défense des concepts, principes et méthodes visant à l'établissement d'agrosystèmes et de systèmes alimentaires durables aux points de vue productif, environnemental, social, culturel et économique » (ADG, 2016, 6). Le travail de terrain d'Eclasio et de son partenaire DIACONIA mobilise l'idée que la transition vers l'agroécologie serait nécessaire pour dépasser une agriculture conventionnelle considérée comme non résiliente aux changements climatiques, voire coresponsable de ceux-ci. Il s'agit de tendre vers une plus grande durabilité.

L'expression de « transition agroécologique » désigne ainsi une situation positive en devenir. Même si la transition agroécologique implique, pour les ONG, la revalorisation de certaines pratiques traditionnelles, couplée à l'adoption de nouvelles pratiques innovantes, l'agroécologie est prioritairement définie comme un futur désirable. De la même manière, pour la coopération belge dans son ensemble, il est affirmé que « l'agroécologie est l'avenir de nos systèmes agroalimentaires » (CNCD, 2020).

La notion de « transition » implique, d'ailleurs, l'idée de passage d'une situation et une autre, dans une vision de temporalité linéaire. Pour Etienne Verhaegen, le terme a en effet « une signification relativement univoque, celle d'une phase de passage entre deux états », qui « suppose également un changement progressif, par transformation de l'existant, sans rupture nette et radicale » (Verhaegen, 2022). La transition indique un idéal vers lequel se diriger de manière réfléchie et lucide, idéal qu'indique l'adjectif qui lui est souvent associé, dans ce cas-ci « agroécologique » (idem).

3.2 L'agroécologie comme revalorisation de pratiques anciennes

Nos travaux montrent que les paysans d'Aïja associent prioritairement le terme « agroécologie » à une revalorisation des pratiques agricoles anciennes sans produits chimiques et particulièrement sans engrais de synthèse.

Dans les discours paysans, il s'agit avant tout de réutiliser des savoirs d'antan. Ces mêmes savoirs sont encore des pratiques courantes à Aïja, combinées aux paquets technologiques de la Révolution verte. La plupart des paysans cultivent, à la fois, selon la méthode conventionnelle incluant l'utilisation de produits chimiques de synthèse et, à la fois, selon des méthodes agroécologiques. Par exemple, ils utilisent de la fumure animale ou des engrais écologique autoproduits et se réapproprient le principe d'essai-erreur pour constater les bienfaits ou les méfaits des différentes fumures, celles du cochon d'Inde et des volailles étant les plus utilisées. À la place des herbicides, certains privilégient l'arrachage manuel des adventices : « En fait, ce que faisaient nos parents et grands-parents, c'était de l'agroécologie. Sauf qu'à l'époque, ils ne savaient pas que ça s'appelait comme ça, ils ne savaient pas que ça s'appelait "agroécologie" » (source : entretiens).

Pour les paysans d'Aïja « cultiver selon des méthodes conventionnelles et agroécologiques », signifie qu'ils n'utilisent des produits chimiques que quand c'est absolument nécessaire ou quand les récoltes ne sont pas suffisantes pour l'autoconsommation et pour la vente.

Si une majorité de paysans exercent également d'autres métiers en ville ou dans les villages aux alentours, ceux qui se concentrent sur l'agriculture espèrent souvent augmenter leurs revenus par la vente de produits agroécologiques. L'agroécologie représente idéalement pour ces producteurs et agriculteurs un marché où s'insérer, mais dans lequel il est souvent difficile de rivaliser avec les quantités et le prix des produits issus de l'agriculture conventionnelle.

Le terme « agroécologie » pour qualifier la production paysanne saine permet, en outre, de valoriser les produits, recevoir des conseils de l'ONG, espérer des nouveaux marchés. Il en va de même avec l'association écologique de producteurs d'Aïja. Ils peuvent, en effet, entrer sur ce nouveau marché et

espérer profiter de prix plus attrayants car les produits qu'ils y vendent sont dits « écologiques », donc « sains », mais il faut pour cela aller les vendre dans la capitale régionale où il y a des acheteurs pour cela.

Ainsi, en pratique, pour les paysans d'Aija, l'agroécologie représente surtout un nouveau substantif venu renommer des pratiques traditionnelles remises en valeur grâce aux ONG et aux réseaux agroécologiques, même si des innovations sont venues s'y ajouter. L'insertion dans les pratiques et le langage de l'agroécologie permet en plus aux paysans d'entrer en contact avec les ONG et de bénéficier de réseaux pour vendre leurs produits sur des marchés qui sont alors en mesure de les valoriser.

3.3 *Passé et futur dans une pensée cyclique*

Entre le discours des ONG orienté vers le futur et le discours des paysans associant l'agroécologie au passé, une contradiction est perceptible. Il est en effet possible de la dépasser, si l'on change de cadre temporel d'analyse. Sortir de la linéarité et penser l'agroécologie à partir d'une pensée cyclique permet de proposer une analyse originale des transformations en cours. Des concepts existants dans la pensée andine peuvent offrir une grille des lectures alternatives pertinentes sur ces questions.

Luis Mujica souligne que, dans la cosmovision andine qu'il étudie dans la province d'Andahuaylas (Apurímac), l'espace-temps est circulaire. Il l'explique grâce à la sémantique quechua : *muyu* signifie circulaire, cyclique. *Pacha muyu* signifie donc un temps qui forme un cycle, dans le sens où il y a un début et une fin et la possibilité qu'il y ait une répétition ou une redondance. Cela renvoie au mouvement physique du soleil dans les montagnes (Mujica, 2017, 220-225). Par ailleurs, pour lui, il faut prendre en compte que l'espace-temps andin « bouge ». Les changements du climat, des cultures, etc., provoquent un mouvement du temps qui est alors perçu grâce à la modification de l'espace. Pour lui, les agriculteurs sont d'ailleurs très sensibles à ces changements qui modifient les cultures et la vision de l'espace-temps. Par exemple, le fait que la saison sèche soit plus longue engendre une modification de la vision de cet espace-temps. À nouveau, l'espace et le temps sont indissociables.

Dans le cadre de ce « *pachamuyu* », l'agroécologie, qui revalorise des pratiques utilisées préalablement, peut donc à la fois être comprise comme un passé et un futur, sans que cela ne soit contradictoire. Cette représentation cyclique permet de réconcilier les visions qui, sur le terrain, considèrent l'agroécologie comme une innovation nouvellement diffusée et d'autres qui l'envisagent comme une revalorisation de savoirs préalables, anciens, traditionnels et d'un mode de vie paysan. Elle permet de sortir du cadre dans lequel l'enferment parfois le concept de transition et une pensée linéaire liée aux idées de progrès ou de décadence. Une vision cyclique permet ainsi de mieux rendre compte

des croisements, des hybridations et résurgences présents dans les dynamiques de transformation des pratiques agricoles paysannes.

CONCLUSION

Dans cet article, nous avons voulu apporter une réflexion sur les usages du concept d'agroécologie à partir de deux études de terrains dans les Andes péruviennes. Après un retour sur la notion d'agroécologie, ses usages clés dans la littérature, sa mise en œuvre au Pérou et son rapport à l'agriculture familiale et paysanne, nous avons abordé deux principaux éléments transversaux.

Tout d'abord, l'agroécologie apparaît depuis ces deux terrains croisés, comme l'expression de perspectives de développement économique à caractère durable et rural, paysan et familial. Elle est un ensemble de pratiques et un terme clé (Besse & Del Corso, 2021, 81) ouvrant la voie de légitimation de la paysannerie contemporaine, une paysannerie hybride et intégrée au marché, mais aussi inscrite dans un territoire et dans une histoire longue.

À partir du cas de la province de Cajamarca, nous avons montré que le développement d'une production agroécologique comme celle des tomates, menait à relativement moins d'autonomie, d'autosuffisance et de diversification productive que les cultures antérieures (Metereau et Figuière, 2018), mais qu'elle était également plus intégrée à la vie de la communauté, familiale, paysanne et moins nocive pour les sols et les consommateurs que l'exploitation minière, sa concurrence sur le territoire. Ces dernières années, l'agroécologie s'est affirmée comme forme de modernisation et d'intégration au marché, écologique et paysanne, et une construction sociale permettant aux paysans de réclamer une place dans la société et de défendre leurs territoires. Elle constitue donc une nouvelle manière de nommer la possibilité d'une vie paysanne, d'une alternative familiale agricole ; une nouvelle manière de valoriser le fait d'être paysan et de faire de l'agriculture familiale dans les Andes face aux pressions extractivistes et agro-industrielles. Le caractère quasi-synonyme des termes dans le langage local des paysans de Hualgayoc d'agriculture familiale/paysanne/écologique et agroécologie le met bien en évidence, tout comme les liens qui unissent, à Cajamarca, les organisations agroécologiques et de défense des droits des populations face aux sociétés minières.

L'étude du cas d'Ancash apporte un regard complémentaire à cette analyse. Pour les paysans interrogés, l'agroécologie, en valorisant les savoirs traditionnels des paysans (préalables à la Révolution verte), est perçue comme un retour au passé. Le recours à une vision andine de la temporalité comme cadre d'analyse permet de mieux appréhender ce paradoxe apparent et le concept de « *pachamuyu* » remplace avantageusement celui de « transition »

dans l'analyse. Ainsi, l'agroécologie peut plus facilement être comprise à la fois comme un retour du passé (les mêmes pratiques sont réutilisées), mais également comme promouvant des pratiques porteuses d'avenir (elles contiennent de nouvelles techniques et sont adaptées à une autre époque, à un autre type de marché). En ce sens, l'agroécologie constitue une valorisation de savoirs paysans et agricoles, dans un contexte de néolibéralisme minier et de développement de l'industrie agroalimentaire.

Ces analyses de terrain, depuis Cajamarca et Ancash, mettent donc en évidence que, localement, le concept d'agroécologie permet de valoriser des pratiques paysannes prenant soin des agroécosystèmes. Ce faisant, le concept d'agroécologie est aussi, sur le terrain, le nom d'un futur paysan, qui reprend et valorise des éléments du passé. Il incarne la possibilité d'un futur désirable en requalifiant celui-ci au moyen d'un terme agronomique désormais promu par les ONGs et valorisable sur les marchés. L'agroécologie est, en cela, l'affirmation de la légitimité d'une paysannerie dans un contexte marchand et extractiviste.

BIBLIOGRAPHIE

- ADG (Aide au développement Gembloux) (2016) *Agroécologie. Reconnecter l'homme à son système*. <https://www.eclosio.org/publication/lagroecologie-reconnecter-lhomme-a-son-ecosysteme/>
- ALTIERI M. A., TOLEDO V. M. (2010) La revolución agroecológica de América Latina : Rescatar la naturaleza, asegurar la soberanía y empoderar al campesino, *El otro derecho*, n° 42, 163-202.
- ALVARADO F., SIURA S., MANRIQUE A. (2015) Perú : Historia del movimiento agroecológico 1980-2015, *Agroecología*, vol. 10, n° 2, 77-84.
- BESSE K., DEL CORSO J. (2021) L'agroécologie face aux croyances. Le cas de Mankosi en Afrique du Sud, *Mondes en développement*, n° 196, 81-99.
- CELESTINO S., DE LA CRUZ L., HUANEY J. (2014) *Estudio de diagnóstico y de zonificación en fines de demarcación territorial de la provincia de Aija*, Presidencia del Consejo de Ministros – Gobierno Regional de Ancash, Ancash, Pérou.
- COMPAGNONE C., LAMINE C., DUPRÉ L. (2018) La production et la circulation des connaissances en agriculture interrogées par l'agro-écologie : de l'ancien et du nouveau, *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol 12, n° 2, 111-138.
- CNCD (Centre national de coopération au développement) (2020) *La Belgique doit faire de l'agroécologie une priorité de la coopération au développement*. https://www.cncd.be/Belgique-priorite-cooperation-developpement-agroecologie?fbclid=IwAR2DI3xt8I2wt4CdyPjUerg0A20omtCpX8_02OMLZuF7zRMCVx8Ff302Q4
- DELCOURT L. (2014) Agroécologie : enjeux et défis, *Alternatives Sud*, vol. 21, n° 7, 7-29.
- DUFUMIER M. (2012) *Famine au Sud, malbouffe au Nord. Comment le bio peut nous sauver*, Paris, NiL éditions, 135 p.

- DURU M., THÉRON O., FARES M. (2015) Designing agroecological transitions; A review, *Agronomy for Sustainable Development*, n° 35, 1237-1257.
- GUZMAN E. S. (2015) La participación en la construcción histórica latinoamericana de la agroecología y sus niveles de territorialidad, *Política y Sociedad*, vol. 52, n° 2, 351-370.
- INEI (Instituto Nacional de Estadística Informática) (2018) *Censo nacional 2017. Resultados definitivos del departamento de Ancash*, https://www.inei.gob.pe/media/MenuRecursivo/publicaciones_digitales/Est/Lib1552
- MARTINEZ-TORRES M. E., ROSSET P. M. (2014) Diálogo de saberes in La Vía Campesina: food sovereignty and Agroecology, *Journal of Peasant Studies*, vol. 41, n° 6, 979-997.
- METEREAU R., FIGUIÈRE C. (2018) Agroécologie politique et nouvelle ruralité communautaire : quelles complémentarités ? L'expérience du Nicaragua, *Mondes en développement*, n° 182, 49-68.
- MUJICA L. (2017) *Pachamama keansan. Hacia una ecología andina*, Lima : Pontificia Universidad Católica del Perú. Instituto de Ciencias de la Naturaleza, Territorio y Energías Renovables (INTE-PUCP), 412 p.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P. (1995) *Anthropologie et développement*, Paris, Karthala, 221p.
- PEEMANS J.-P. (2018) Agricultures, ruralité, paysanneries : réflexions et questions pour une économie politique critique des discours dominants sur le développement, *Mondes en développement*, n° 182, 21-48.
- PEEMANS J.-P. (2016) Les paysanneries des Suds face à une modernisation polymorphe : perspectives récentes en Asie du Sud-Est, *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 273(1), 171-194.
- PICCOLI E. (2017) Démocratie et capitalisme minier au Pérou, in M. Leclerc-Olive (dir.) *Anthropologie des prédatons foncières, entreprises minières et pouvoirs locaux*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, 15-28.
- PICCOLI E. (2015) Entre créateurs d'alliance et marchandises. Rôles et places des cochons d'Inde dans les communautés paysannes de Cajamarca (Andes péruviennes), *Religiologiques*, tome 32, 267-297.
- REPUBLICA DEL PERU, Decreto Supremo que aprueba el Reglamento de la Ley n° 30355. (2016) *Ministerio de Agricultura y Riego (MINAGRI)*, 20 janvier 2017, n° 015-2016. Retrieved from <https://www.datosabiertos.gob.pe/dataset/reglamento-de-la-ley-de-agricultura-familiar>
- ROUDART L. (2018) Nouvelles ruralités, agroécologie, souveraineté alimentaire : vers des alternatives de développement ? Introduction, *Mondes en développement*, n° 182, 7-19.
- SALGADO OLIVERA R. (2019) *Les frictions territoriales entre les activités agricoles et minières : le cas d'Aija au Pérou* (Master's thesis), Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, 104 p.
- STASSART P. M., BARET P., GRÉGOIRE J.-C., HANCE T., MORMONT M., REHEUL D., STILMANT D., VANLOQUEREN G., VISSER M. (2012) L'agroécologie : trajectoire et potentiel pour une transition vers des systèmes alimentaires durables, in D. Van Dam, J. Nizet, M. Streith, P.-M. Stassart (dir.) *Agroécologie, entre pratiques et sciences sociales*, Dijon, Educagri Éditions, 25-51.
- TOLEDO V. M. (2012) La agroecología en Latinoamérica : tres revoluciones, una misma transformación, *Agroecología*, n° 6, 37-46.

- VERHAEGEN E. (2022) Le temps de la transition, *in* O. De Schutter, T. Dedeurwaerdere (dir.) *L'État partenaire, Transition écologique et sociale et innovation citoyenne*, Louvain-la-Neuve, Presse Universitaires de Louvain, 299-320.
- WEZEL A., BELLON S., DORE T., FRANCIS C., VALLOD D., DAVID C. (2009) Agroecology as a science, a movement and a practice - A review, *Agronomy for sustainable development*, vol. 29, n° 4, 503-515.